

Djibouti

Update on the context and situation of children

La République de Djibouti est un pays d'Afrique de l'est, avec une superficie de 23 200 km² et une population estimée de 1,016,810 habitants en 2021 dont les enfants de moins de 18 ans représentent 40%. 70% de la population est urbaine. L'économie de Djibouti est principalement basée sur les services et portée par les secteurs de transport et de télécommunication. Malgré une croissance économique moyenne de plus de 5% sur les dix dernières années, le pays reste marqué par un fort taux de chômage des jeunes (27.5% selon la Banque Mondiale), un taux de pauvreté extrême de 21% et un taux d'analphabétisme qui culmine à 40%.

L'année 2021 a été caractérisé par la pandémie de la COVID-19 mais le pays n'a pas été confronté à une épidémie grave. Djibouti a recensé 13,656 cas de COVID-19 dont 189 décès depuis le début de la pandémie et bénéficie des facilités COVAX pour l'accès au vaccins, ce qui a permis la disponibilité de presque tous les vaccins mais la vaccination n'arrive pas à trouver écho auprès de la population car c'est presque 20% de la population qui s'est vacciné notamment à cause de la réticence/hésitation du personnel de santé dont la plupart ne sont pas vaccinés, des religieux qui sont globalement contre les vaccins ainsi que la confusion autour de la prise de vaccins et mort immédiate due au COVID 19. Sur le plan économique le pays, a connu en 2020 une contraction de la croissance économique à -1% à cause de la COVID-19 et devrait reprendre en 2021, la crise politique et sécuritaire de l'Éthiopie, principal client de la République de Djibouti pour les activités portuaires, a un impact important sur l'économie et la croissance économique escomptée.

Djibouti est un pays en paix dans une région en proie à des tensions politiques et sécuritaires qui s'est exacerbé davantage en 2021 avec la crise interne que traverse l'Éthiopie. Le pays a procédé à une élection présidentielle en avril 2022 globalement dans le calme et la sérénité même si des mécontentements sociaux et politiques font de plus en plus échos. L'économie de Djibouti est intimement liée à celle de l'Éthiopie et par conséquent les troubles dans ce pays ne sont pas sans conséquences pour Djibouti. Pour l'instant le risque le plus craint par les autorités djiboutiennes et la communauté internationale est celui d'arrivées massives de réfugiés fuyants leur pays, ce qui risquerait de mettre à rude épreuve les infrastructures sociales et économiques d'un pays qui accueille déjà plus de 30,000 réfugiés de la région. Ce scénario reste cependant limité car les réfugiés ou les populations déplacées en lien avec la crise actuelle en Éthiopie restent très minoritaires à Djibouti. Concernant l'accès aux services sociaux de base, le pays souffre d'un manque de données de qualité permettant de suivre les couvertures en matière d'accès aux services tant les systèmes d'informations de routines sont faibles et que les grandes enquêtes de ménage se réalisent à des intervalles irréguliers. Les chiffres disponibles indiquent que:

Pour le secteur de la santé les taux des mortalités restent à des niveaux encore élevés et se situent respectivement à 67,8‰ pour la mortalité infanto-juvénile, 58‰ pour la mortalité infantile et 383 pour 100,000 naissances vivantes pour la mortalité maternelle. Les Infections Respiratoires Aigües constituent la principale cause des mortalités des enfants. Les taux de couverture en consultations prénatales se situent à 22.6% pour 4 visites et plus avec une grande disparité entre le milieu urbain (26.3%) et le milieu rural (11.8%). La couverture vaccinale indique une diminution forte et se situe à 68.1% pour la pentavalent 3 selon la dernière enquête vaccinale de 2020. En ce qui concerne la nutrition l'enquête nutritionnelle (SMART 2019) indique une amélioration de la prévalence de malnutrition aigüe globale (MAG) au niveau national, avec un taux de 10,3% et un taux de malnutrition aigüe sévère (MAS) de 2,6% avec des disparités entre les milieux urbain et rural (MAG de 15,1% rural et 9,3% urbain et MAS de 3,3% rural et 2,4% urbain).

Concernant l'accès à l'eau et à l'assainissement selon l'enquête EDAM 4 de 2017, les taux d'accès au service basique et à celui géré en toute sécurité se situent respectivement 68.1% et 9.2% au niveau national. Ces chiffres retombent à 40,2% et 2,6% en milieu rural. Le taux de la défécation en plein air est de 64,8% en milieu rural contre 3,1% en milieu urbain. Quand à l'accès à l'hygiène, environ 18%

de la population dispose de service d'hygiène basique.

Dans le domaine de l'éducation, le taux de préscolarisation se situe à 15.4% à travers une offre d'éducation essentiellement privée et urbaine. La couverture de scolarisation au primaire brut est de 89.6% comprenant notamment la population réfugiée. Le décrochage reste élevé, le taux d'achèvement au primaire est de 62.3%. Bien que bénéficiant de la part du budget la plus élevée, le secteur de l'éducation reste sous financé et confronté d'une manière générale au défi de la qualité de l'éducation et l'accès à l'éducation en milieu rural notamment pour les filles.

Dans le domaine de la protection de l'enfant, la prévalence des Mutilations Génétiques Féminines se situe à 70.7% chez les femmes âgées de 15 à 49 ans selon l'enquête de prévalence des MGFs de 2019 avec une diminution tangible dans la tranche d'âge de 0-10 ans de 25% (29.3% en 2012 à 22.1% en 2019). La pratique reste cependant élevée chez les filles âgées de 11 à 14 ans se situant à 62.9%. Le taux de mariage des enfants se situe à 13,3% avec une acuité en milieu rural (26.9%). 37% des enfants de 2-14 ans subissent des punitions psychologiques. Le taux national de l'enregistrement des naissances (93%) cache des grandes iniquités, particulièrement dans les régions et pour les enfants en mouvement y compris les enfants réfugiés.

Enfin en matière de la planification stratégique Djibouti a finalisé son plan de développement pour le renforcement de l'Inclusion, de la Connectivité et des Institutions (ICI) 2020-2024 qui constitue le 2e plan stratégique de sa vision 2035.

Major contributions and drivers of results

L'année 2021 a été caractérisée par la pandémie COVID-19. Les approches et principes stratégiques qui ont guidé la mise en œuvre des programmes incluent notamment le plaidoyer avec les partenaires gouvernementaux et les bailleurs; les partenariats stratégiques en faveur des enfants avec les autorités gouvernementales, les ONG, la société civile, les partenaires techniques et financiers, et les agences onusiennes; l'appui à la génération des évidences, les systèmes de données et les dispositifs suivi-évaluation; l'appui à la continuité des services sociaux pour les enfants à travers le renforcement des capacités. Ces approches ont permis à l'UNICEF de contribuer directement à la priorité stratégique « Renforcement des services sociaux et développement humain inclusif » du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement 2018-2022.

Objectif 1 : Survie et développement

L'UNICEF a appuyé la Direction de l'Hydraulique Rurale (DHR) dans l'élaboration des documents cadres stratégiques (Normes et standards pour la construction des infrastructures d'eau et d'assainissement et stratégie ATPC). En outre Les efforts de plaidoyer conjointement menés avec la Banque Mondiale, le PAM et l'Union Européenne pour le renforcement de la coordination autour des interventions de la malnutrition ont permis de mettre en place une instance de coordination multisectorielle et d'avoir une approche multisectorielle pour la lutte contre la malnutrition. Grâce à un plaidoyer continu de l'UNICEF, le pays a adhéré au mouvement SUN permettant au PNN plus de visibilité et d'échanges d'expériences avec les autres pays membres.

Dans le domaine de la santé, UNICEF a contribué dans l'introduction de la vaccination contre la COVID19 en appuyant le pays dans la préparation de l'outil d'évaluation et de préparation des vaccins Covax, et dans l'élaboration du plan national de déploiement des vaccins contribuant ainsi à la vaccination de plus de 100,000 personnes (16% de la cible). L'UNICEF a soutenu la réponse à la COVID 19 par le biais de l'acquisition des tests PCR-RT (3,000) et des tests rapides antigéniques (70,000), d'équipements d'oxygénothérapie pour la prise en charge des cas compliqués.

Par ailleurs, LUNICEF a appuyé le pays dans l'opérationnalisation du plan national pour le développement sanitaire et spécifiquement par l'élaboration des Plans d'actions Opérationnels (PAO) des régions sanitaires. La pneumonie et la diarrhée restant les deux principales maladies tueuses des enfants, l'UNICEF a appuyé le ministère dans l'approvisionnement des intrants essentiels ainsi que le renforcement de capacités et le suivi permettant à 15,317 enfants de moins de 5 ans présentant la

diarrhée de recevoir du SRO et de zinc et de 17,321 enfants souffrant de pneumonie de recevoir un traitement adéquat avec antibiotiques. En matière de vaccination, l'UNICEF a continué le programme élargi de vaccination dans l'acquisition de tous les vaccins traditionnels et nouveaux vaccins avec GAVI, le renforcement des agents de la vaccination de la routine et le suivi des activités de vaccination permettant à 19,146 enfants de moins de un an de recevoir la protection contre les maladies cibles du programme élargi de vaccination.

Concernant la nutrition, UNICEF a apporté un appui pour la continuité des services de nutrition permettant à 3,250 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère de recevoir le traitement adéquat. L'UNICEF a également relancé les activités sur l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant à travers le renforcement des capacités des prestataires des maternités et des services de néonatalogie sur l'Initiative Hôpital Ami des Bébés.

Dans le domaine de la WASH, l'UNICEF a appuyé le pays dans l'analyse de la situation du secteur (WASH BAT) en milieu urbain pour identifier les goulots d'étranglement et les contraintes majeures liées à la couverture tout au long du processus de prestation de services, aux changements de comportement des enfants et à l'engagement communautaire. Grâce à cet exercice, une formulation appropriée de recommandations clés pour l'amélioration durable de l'EAHMS a été possible, y compris le développement de la stratégie nationale pour améliorer l'accès aux services WASH.

En outre, avec l'achat de 13 pompes submersibles et des équipements de contrôle électrique, 13 villages ruraux ont bénéficié d'un accès à l'eau, touchant 10 400 enfants sur 18 200 habitants. De plus, 8 100 personnes ont bénéficié de la distribution de kits d'hygiène et de séances de promotion de l'hygiène afin de prévenir la propagation du COVID-19 et des maladies d'origine hydrique. 150 stations de lavage des mains ont été installées sur 5 sites.

Objectif 2 : Éducation

L'UNICEF a contribué à la réalisation de l'ODD 4 à Djibouti afin d'assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Les principaux résultats obtenus avec l'appui technique et financier de l'UNICEF en 2021 sont résumés ci-dessous.

Les 143 772 enfants inscrits à l'école primaire, intermédiaire et secondaire ont pu aller à l'école lors de leur réouverture en septembre 2021 et 731 enfants ont accédé aux centres LEC (Éducation non formelle, Programme d'apprentissage accéléré). 93 % des apprenants de dernière année du LEC ont été intégrés avec succès dans des écoles publiques formelles, dont 41 % de filles. Quarante mille, soit 34% des élèves du primaire (46 % des filles) ont bénéficié de kits scolaires, dont 4 975 réfugiés et élèves de LEC. En outre, 268 enseignantes ont amélioré leurs capacités en matière de gestion des écoles multigrades et des clubs de santé ainsi que de la gestion des risques de catastrophe.

L'UNICEF a renforcé son soutien au niveau politique et du renforcement des systèmes par l'évaluation de la politique du secteur de l'éducation 2010-2019 ; l'élaboration de la note d'orientation du secteur de l'éducation 2021-2035 et de la politique ; et l'élaboration du modèle financier de simulation de l'éducation pour la politique sectorielle 2021-2035 ; et la validation de la stratégie de gestion des risques catastrophes du secteur éducation.

L'UNICEF a poursuivi son rôle de leadership et de co-convocation du Groupe des partenaires locaux de l'éducation où il a réussi à promouvoir le dialogue, le partage d'informations et les échanges sur des sujets tels que la réponse du secteur de l'éducation à la COVID-19, la nouvelle politique éducative, la coordination sectorielle et la collaboration avec le GPE.

Une étude sur le genre et l'éducation dans les zones rurales a été menée et a ouvert la voie à l'élaboration d'une proposition qui a mobilisé 8 millions d'euros pour soutenir une approche holistique de la scolarisation, de la rétention, de l'achèvement et de la transition vers l'emploi des filles rurales.

L'UNICEF a également joué un rôle de principal dans le domaine de la DPE grâce à son soutien technique et financier à l'élaboration de la Politique nationale de protection et développement de l'enfance 2022-2035 et du Plan de 5 ans budgétisé. Parmi les autres outils clés mis au point pour promouvoir le développement individuel à Djibouti, citons le Rapport d'analyse rapide de la situation et la Note de plaidoyer pour le développement holistique de l'enfant djiboutien.

En termes de développement des adolescentes, 76 486 adolescentes ont renforcé leurs compétences sur des questions thématiques telles que la lutte contre les MGF, les grossesses non désirées, l'abandon scolaire et les pratiques sociales essentielles. Parmi ceux-ci, 12 662 étaient directement engagés dans la prévention du Covid-19 et dans la promotion de la vaccination, et 565 ont été mobilisés et engagés dans les programmes de l'UNICEF pour promouvoir le droit des enfants et des adolescents à la participation.

Objectif 3 : Protection de l'enfant

Selon l'enquête de prévalence MGF/VBG validé, le taux de prévalence pour les filles de 0 à 9 ans est estimé à 22% et 71% tout âge confondu comparativement à 29% en 2012. Nous observons une tendance vers la baisse de la pratique MGF, cependant elle reste soutenue par des croyances religieuses et sociales. D'où la nécessité pour le programme de l'UNICEF de procéder à l'extension du programme communautaire particulièrement avec les leaders religieux. L'UNICEF a appuyé le Ministère des Affaires musulmanes à renforcer les capacités en matière de visibilité des leaders religieux et renforcé les capacités du Ministère en logistique.

Grace à l'appui de l'UNICEF le pays s'est déjà doté d'un code de protection de l'enfant en 2015, de service social au sein du ministère de la femme depuis 2018, ainsi que des brigades des mineurs dans les forces de sécurité depuis 2019. Cependant la disponibilité des services de protection reste assez limitée et le référencement des cas relevant de la protection de l'enfant reste encore à l'état embryonnaire voire même inexistant. UNICEF a appuyé le ministère à mettre en place une plateforme de la protection de l'enfant pour une prise en charge holistique des enfants victimes de violence, un décret présidentiel a officialisé la plateforme en juillet 2021. UNICEF a renforcé les capacités des membres de la plateforme de protection de l'enfant.

Après plusieurs années de plaidoyer, le pays s'est doté d'une Politique nationale de l'enfant contenant un volet sur la protection de l'enfant. UNICEF a renforcé les capacités des acteurs communautaires en matière logistique, ce qui a permis de toucher une plus masse de personne et surtout des hommes particulièrement sur les normes sociales. L'appui de l'UNICEF a permis au gouvernement l'organisation des jugements supplétifs en 2020 et 2021 pour l'obtention des actes de naissances pour les enfants qui n'auraient pas pu l'obtenir.

Les résultats atteints par la protection de l'enfant en 2020 :

- 61,457 personnes touchées par les séances de sensibilisations par les comités de gestions communautaires et les leaders religieux
- Formation spécialisée a été dispense pour les brigades des mineurs
- Les comités de gestions communautaires et le pool des leaders religieux ont été renforcés en matière de visibilité, information/bureautique et des activités génératrices de revenu (AGR)
- Les jugements supplétifs ont permis à 7214 enfants d'obtenir leurs actes de naissance et les actes de naissances ont 1114 nouveaux nées dans les régions et dans la capitale.
- 500 enfants de rues ont bénéficié de service de protection de l'enfant et donc 386 enfants en mouvement ont bénéficié de réunification familiale
- 186 personnes ont bénéficié de sensibilisation sur la protection de l'enfant, VBG et PSEA
- Une assistante juridique a été fourni à 31 enfants en conflit avec la loi.
- Une prise en charge a été fourni à 93 enfants victimes de violence par les assistants sociaux
- 33 comités de gestions communautaires et 60 leaders religieux ont été renforcés en matière de

visibilité, information/bureautique et des activités génératrices de revenu (AGR)

- 22 membres des brigades des mineurs ont bénéficié de la formation spécialisée

Objectif 4 : Eau, assainissement et hygiène (EAH)

En 2021 l'UNICEF a contribué à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous (ODD 6), avec une attention particulière sur les enfants les plus vulnérables, en renforçant notamment les activités dans les écoles, les centres de santé et les situations d'urgence.

Avec comme objectifs de renforcer les systèmes nationaux, d'améliorer l'efficacité et la redevabilité des institutions sectorielles, les actions de l'UNICEF ont entre autres portées sur le développement de l'environnement institutionnel et de renforcements des compétences et capacités.

Les principales actions se sont faites en collaboration avec la direction de l'hydraulique rurale, et ont consisté dans les réalisations suivantes :

- Etablissement d'un manuel de procédures administratives et financières
- Normes et standards pour la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement
- Une stratégie et un projet pilote devant permettre d'endiguer la défécation à l'air libre

Afin de diversifier et augmenter l'accès aux services en Eau Hygiène et assainissement (EHA), de nouveaux partenariats ont été établis. Parallèlement, une analyse des goulots d'étranglement (WASH BAT) en milieu urbain a eu lieu, en collaboration avec les institutions djiboutiennes, principalement l'ONEAD (Office Nationale Eau Assainissement Djibouti), devant permettre de développer de nouvelles approches pour favoriser l'accès aux services EHA pour les populations les plus vulnérables. Une approche similaire, en lien avec le Ministère de l'Education et de l'enseignement professionnel a permis de développer des modules spécifiques pour les écoles, ainsi que dans le cadre de la gestion de l'hygiène menstruelle.

Dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, le programme EHA a supporté le gouvernement dans les aspects de préparation et de réponse, tout en s'assurant de préserver et renforcer le lien entre la réponse d'urgence et les programmes de développement.

UNICEF EHA section a continué de placer au centre de tous ses programmes les communautés afin de les outiller pour disposer d'une meilleure compréhension des avantages de bénéficier de conditions sanitaires optimales et ce, en encourageant le changement de certaines normes sociales tout en s'assurant de l'existence et applicabilité de politiques cohérentes.

En 2021, grâce aux efforts de l'UNICEF, les résultats suivants ont pu être atteints :

- 21300 personnes ont bénéficié d'un accès amélioré à l'eau :
 - o 5 villages ont été sélectionnés pour des nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau.
 - o 13 pompes submersibles ont été données à la DHR pour permettre une amélioration de la desserte en eau potable des communautés vulnérables
- 179 stations de lavages des mains ont été installées dans des écoles, permettant à 35 800 écoliers d'améliorer leur environnement hygiénique
- Des évaluations EHA ont été menées dans 120 écoles et 40 centres de santé
- 18 écoles et 4 centres de santé bénéficient de la réhabilitation de leurs infrastructures EHA
- 4000 réfugiés du camp de Holl Holl ont bénéficié de l'installation de latrines.

Objectif 5: Politiques sociales

2021 a vu l'extension du programme de cash transfer "Programme National de Solidarité Famille" au milieu urbain grâce à l'appui de la Banque Mondiale. C'est au total 78,880 ménages soit presque 394,400 personnes dont 29,694 enfants incluant la réponse au COVID-19 qui ont bénéficié des cash transferts.

La mise en œuvre des actions soutenues par l'UNICEF a pris beaucoup de retards en raison des

élections présidentielles qui ont occupé le premier semestre de l'année et la situation du COVID-19. En effet le renforcement des capacités des assistants sociaux qui constitue l'action centrale de l'appui de l'UNICEF n'a pu être réalisée à cause de la situation de la COVID-19 en Tunisie, pays avec lequel un accord de coopération pour la formation des assistants sociaux a été signé. De plus le développement du plan de contingence de la protection sociale, qui a été érigé en priorité annuelle du programme, n'a pu démarrer qu'en fin d'année de 2021 en raison de l'indisponibilité des candidatures francophones qualifiées.

L'UNICEF a renforcé en 2021 les capacités du Ministère des affaires sociales et des solidarités à travers la finalisation des outils de communication accés sur les pratiques sociales essentielles (PSE) élaborés dans quatre langues (Arabe, Français, Afar et Somalie) et leur impression pour la distribution auprès des différents acteurs sectoriels et communautaires qui mettent en oeuvre les PSE.

L'UNICEF a aussi continué à appuyer les familles pauvres touchées par la COVID-19 à travers l'ONG WID (Women Initiative Djibouti) dans la ville de Djibouti qui a distribué 185 coupons alimentaires exclusivement aux ménages dirigés par les femmes.

Par ailleurs le bureau a mis s'est associé au PAM et PNUD pour la mise en place d'un cadre intégré sur les financements nationaux (INFF), sous la coordination du Ministère de l'économie et des finances qui assure la présidence du comité de pilotage de SDG fund.

UN Collaboration and Other Partnerships

En 2021, la réponse et vaccination au Covid-19 a ont été les principaux domaines de partenariat et de collaboration de l'UNICEF. Avec l'OMS, UNICEF, co-lead du groupe 2 du UNSDCF, ont supervisé le développement d'un plan d'accélération de la vaccination en partenariat avec d'autres agences et USAID. Plan adopté par le ministère de la Santé et résultant dans un triplement du nombre de personnes vaccinées chaque jour à Djibouti. Parallèlement, un partenariat avec le Japon a permis de renforcer les capacités nationales en termes de chaîne de froid pour la vaccination de routine. Sous le leadership de l'OMS, les 2 agences ont joint leurs forces afin de supporter une revue sectorielle de la santé. Ce travail, attendu depuis près de 30 ans devrait permettre une amélioration considérable de la couverture et de la qualité des soins, ainsi qu'à un renforcement général des systèmes.

UNICEF a signé un MoU avec WFP et un autre avec IOM. Le premier permettant, grâce au support de l'UE de fournir plus de 250 tonnes de super céréales aux personnes à risque, et souffrant de fortes vulnérabilités (femmes enceintes et allaitantes, personnes affectées par le HIV...). Toujours en partenariat avec le PAM, UNICEF a permis la distribution de coupons alimentaires à 195 familles vulnérables gérées par des femmes, ou ayant des enfants de moins de 5 ans et impactées par le Covid19, avec un support du Canada. Avec IOM, et au regard de l'augmentation du nombre de migrants, le partenariat a permis d'améliorer l'accès à des structures sanitaires et la création d'un espace amis des enfants.

Le fond SDG a permis à UNICEF, UNDP et PAM de s'allier pour la création d'un cadre intégré sur les financements nationaux (INFF), en étroite collaboration avec le ministère de l'économie et des finances. Parmi les principales contributions de l'UNICEF en 2021, le chiffrage du Plan de développement de la Santé, de la stratégie et plan pour le développement et la protection des enfants, et, le nouveau plan national de l'éducation seront intégrés en 2022 au INFF, ce qui devrait permettre au pays de continuer à mobiliser des financements pour assurer ses ambitions pour 2030.

UNICEF a permis à plus de 155 personnels des Nations unies et de ses partenaires de développer des connaissances et mécanismes en termes de PSEA. 10 agences des Nations Unies (inclus UNICEF) 15 organisations de la société civile (60 travailleurs) et 29 fonctionnaires de différents ministères ont bénéficiés de ces formations. Le développement d'une stratégie de redevabilité envers les populations (AAP) a permis d'initier de nombreuses discussions sur cette thématique avec les agences sœurs. UNICEF a également permis le développement d'un barème de DSA harmonisé interagence pour les partenaires institutionnels, et ce afin d'améliorer la pertinence et efficacité des missions.

Le plaidoyer de l'UNICEF, initié par des activités internes, a permis l'allocation de 12 M USD par USAID au secteur du développement de la petite enfance à Djibouti. Ce financement devrait permettre, de manières multisectorielles de répondre aux priorités dictées par les jeunes enfants.

Lessons Learned and Innovations

L'une des premières leçons apprises réside dans le travail programmatique dans le cadre d'une pandémie. S'il est incontestable que le devoir de protection est la priorité, la connaissance de l'épidémie a permis de développer des outils et modes opératoires permettant à chacun de se protéger tout en travaillant au plus près des communautés. La pandémie a également permis de remettre au centre la nécessité de renforcer les activités multisectorielles.

Plus spécifiquement, en 2021, la structuration de la composante « **end Supply monitoring** » a permis de mettre en avant la nécessité d'un contrôle de toute la chaîne d'approvisionnement afin de donner aux enfants les meilleurs équipements possibles, tout en assurant la crédibilité des actions de l'UNICEF. Cette thématique concerne autant les petits équipements (sac à dos, matériel scolaire) que les infrastructures dont l'UNICEF a pris la charge.

En matière de nutrition, l'utilisation des services de la logistique du PAM pour la distribution des intrants nutritionnels a permis aux postes de santé de recevoir les produits nutritionnels continuellement et de pallier différentes ruptures de stock de ces produits. Suite à cette collaboration fructueuse, l'UNICEF a signé un mémorandum d'entente avec le PAM pour toutes les distributions des intrants nutritionnels.

En matière de santé, le renforcement des équipes cadres du Ministère de la santé sur l'élaboration des plans d'actions opérationnels a permis à ces équipes renforcer leur capacité d'analyse des goulots d'étranglements du système de santé et de proposer des solutions idoines pour lever ces goulots. L'UNICEF va continuer à accompagner ce processus pour aboutir à un plan d'action opérationnel qui pour la première fois sera mis en œuvre. Ce renforcement et ce suivi permettra également au ministère la mise en œuvre de interventions du Plan National du développement sanitaire 2020-2024.

En matière d'éducation, Djibouti a maintenu l'ouverture de toutes les écoles publiques depuis septembre 2020, un cas de réussite rare par rapport à d'autres pays. Cependant, en raison de la « normalisation » rapide de la scolarisation, seulement après quelques mois de fermeture massive des écoles, l'effort pour explorer l'expansion de la numérisation de l'apprentissage a été limité, en raison des besoins du MENFOP de se concentrer sur la prévention des infections et le contrôle du COVID-19 dans les écoles. L'UNICEF continue de plaider pour la nécessité d'investir dans les solutions numériques comme l'une des stratégies visant à promouvoir un accès équitable et inclusif aux opportunités d'éducation pour tous les enfants. L'étude « croisée genre » a servi de base à la conception du nouveau projet pour piloter le concept d'Ecole Rurale Intégrée visant à fournir des services sociaux holistiques aux enfants et à leurs familles, y compris l'eau et l'assainissement, l'électricité, la santé, la protection, et une éducation de qualité. Ce projet est novateur dans la région et devrait présenter des études de cas et des leçons apprises en 2022. Alors que le concept de l'Ecole Rurale Intégrée sera mis à l'essai en 2022, l'UNICEF continue de promouvoir une approche intégrée non seulement pour un impact direct sur l'apprentissage des enfants, mais également pour générer des avantages de développements holistiques pour les familles et les communautés. L'évaluation de la portée de l'initiative des « sacs solaires » a été menée dans deux localités (Bondara et Galina) en consultation avec la direction régionale du MENFOP et le club des ingénieurs professionnels djiboutiens (CIPD) qui illustrent l'acquisition des compétences des élèves des localités rurales ciblées. L'évaluation a trouvé des résultats positifs, car les sacs aidaient non seulement les enfants à apprendre chez eux, mais les membres du foyer bénéficiaient de la lumière générée par les sacs.

En matière d'eau, assainissement et hygiène, dans un contexte où les mécanismes de coordination nationaux et infranationaux sont trop faibles pour garantir une réponse solide aux défis, de nombreuses situations inadaptées se sont produites tout au long de l'année 2021, comme des duplications, un

manque de coordination dans les situations d'urgence ou une faible harmonisation des interventions. Une coordination à un niveau supérieur et intersectoriel devrait être établie pour intégrer les perspectives de l'eau dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions d'adaptation qui favorisent la résilience climatique.

Avec l'appui du bureau DFAM/NYHQ, la section opération de l'UNICEF est en phase de contractualisation avec des prestataires locaux pour l'utilisation des moyens de paiement innovants par téléphone mobile. Cette alternative va booster la mise en œuvre du Programme-pays en réduisant considérablement les délais de traitements des requêtes DCT, tout en évitant l'insécurité et le risque financier pour les partenaires d'exécution qui gèrent souvent des montants en cash sur les sites de mise en œuvre des programmes. Le bureau pays a saisi l'opportunité de la revue annuelle pour exposer cette nouvelle approche aux partenaires gouvernementaux. Le bureau pays s'est également engagé dans l'amélioration de l'environnement de travail au bureau à la suite des résultats du sondage GSS de 2020 en constituant un comité chargé de faire des recommandations sur la gestion de l'espace de travail et le maintien d'une culture positive au bureau tout en renforçant le moral des staffs. Comme première étape, un audit complet des locaux a été réalisé par un cabinet d'ingénieurs et les résultats seront analysés au sein du comité pour recommandation au bureau et formulation d'un business case qui sera soumis à DFAM/Field services pour avis et guidance. Le télétravail est une réalité dans le bureau grâce aux efforts déployés par le bureau pays pour offrir aux staffs une connectivité permanente ; l'accès à distance et sécurisé aux ressources du bureau ; ordinateurs portables. Un groupe telegram pour le personnel a été créé pour encourager l'interaction sociale du personnel pendant la période de télétravail. Les réunions hebdomadaires « stand-up meeting » ont permis au bureau de répondre aux questions relatives au bien-être du personnel, à la sécurité et à la sûreté mais aussi de clarifier certains processus de travail du bureau.